

# L'ÉVEIL



BIMENSUEL NIGÉRIEN DE RÉFLEXION ET D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 53 DU 26 JANVIER 2012 - PRIX 300 F CFN

*La force du tandem*

## Une vision stratégique commune pour l'avenir du pays

*Extraire le Niger, et le plus rapidement que possible, du lot des nations considérées comme les plus misérables de la terre, telle est l'ambition commune nourrie par le Président de la République du Niger et le Président de l'Assemblée Nationale. Le premier, placé à la magistrature suprême par Dieu et le peuple nigérien, préside aux destinées des nigériens pour achever la victoire de la démocratie sur les nostalgiques du pouvoir d'exception et le despotisme après, le feuilleton fiasco de la refondation. Le second préside quant à lui l'Assemblée nationale, la représentante légitime du peuple, qui a pour devoir constitutionnel de légiférer et, de contrôler l'action gouvernementale en relevant les insuffisances susceptibles d'entraver la réalisation des légitimes attentes du peuple nigérien.*



*Nouveau contexte, nouvelle vision pour un pays producteur de pétrole*

### Une société stratégique dirigée par un homme d'expérience



### Des grandes ambitions pour la Direction Générale Impôts(DGI) après un service accompli magistralement



Meeting de Mouvance pour la Renaissance du Niger (MRN)

# Le bilan d'une gestion réussie

**C'est le samedi 21 janvier 2012 que la mouvance pour la renaissance du Niger (MRN) a marqué sa rentrée politique. A cette occasion, les principaux leaders des partis politiques qui ont soutenu la candidature du PNDS Tarayya, Issoufou Mahamadou se sont succédé à la tribune pour faire l'état des lieux de leur appartenance à la majorité au pouvoir. C'est le président par intérim du PNDS-Tarayya, Bazoum Mohamed, a lu le discours dans lequel il a retracé point par point les différentes actions réalisées par le régime de la 7<sup>ème</sup> République pendant les 9 mois de gestion, une gestion jugée satisfaisante. Lire l'intégralité du discours.**

Chers camarades, chers amis, Depuis la fin de la campagne de l'élection présidentielle, c'est pour la première fois que nous nous retrouvons en Meeting des partis de la mouvance présidentielle. Nous avons décidé d'avoir cette grande rencontre pour marquer la rentrée politique de l'année 2012 et célébrer la formalisation de notre cadre unitaire qu'est la MRN (Mouvance pour la Renaissance du Niger). Nous voulons ainsi perpétuer les bonnes habitudes de notre démocratie, mais surtout prendre date en vous disant que la MRN existe désormais et qu'elle sera le cadre de l'unité de toutes les forces politiques qui ont porté Mahamadou Issoufou au pouvoir et qui entendent soutenir le gouvernement en vue de promouvoir le programme de la renaissance de notre pays.

En effet, en démocratie un gouvernement n'existe pas par lui-même et pour lui-même, mais il est le reflet d'une volonté qu'incarne une majorité, représentée certes à l'assemblée nationale, mais qui va bien au-delà des partis présents au parlement. Le rôle de ces partis vis-à-vis du gouvernement est à la fois de le soutenir politiquement pour lui procurer l'environnement social dont il a besoin pour mener son action et de lui indiquer sa direction en lui définissant les règles éthiques de son comportement. Car en démocratie, il ne suffit pas d'avoir le pouvoir, qui est loin d'être une fin en soi, mais de savoir l'exercer en répondant adéquatement aux attentes majeures du peuple souverain. Ces attentes, nous, nous ne les connaissons que trop bien pour avoir été si profondément en contact avec les populations qui nous ont souvent dit et répété leurs besoins en eau potable, en soins de santé, surtout pour les femmes enceintes et les enfants, en engrais et pesticides pour une production agricole plus sûre, en vaccins et en médicaments pour le cheptel, en routes pour désenclaver les marchés et assurer un bon écoulement de leurs produits agricoles. Nous connaissons les attentes du peuple dans le domaine de la sécurité et nous connaissons aussi ses aspirations à la justice. Nous connaissons de très près les souffrances des populations du fait de leur grande pauvreté et leur aspiration au bien-être matériel. Nous connaissons l'impact du chômage sur les jeunes, sur l'état de leur moral et le sentiment de désespoir qui les habite. Nous connaissons leur impatience et leur perception du temps qui n'avance pas tant ils sont pressés de quitter leur état d'infra-humanité. Nous devons répondre à toutes ces attentes, certaines marquées au coin de l'urgence. Nous savons qu'au bout des 9 mois que nous avons passé au pouvoir, nombreuses sont vos attentes qui ne sont pas satisfaites. Mais n'avons-nous jamais été naïfs pour croire qu'il suffit que nous prenions le pouvoir pour que tous les problèmes soient réglés comme s'il était possible de faire des miracles ? Nous comprenons que vous ne soyez pas tout à fait sa-

tisfaits, mais il n'y a pas de doute que de belles options ont été prises vers un autre avenir, marquant ainsi une rupture assurément prometteuse.

Chers camarades, chers amis, Notre premier souci, le premier souci du Président de la République est d'assurer le renforcement des institutions républicaines par l'approfondissement de la démocratie. Dans ce domaine les choses se passent de façon satisfaisante et notre pays, en plus d'avoir dépénalisé le délit de presse a vu son Président signer la charte de la montagne de la table. Nous sommes fiers d'être un pays pionnier en la matière et nous sommes convaincus que les libertés publiques et en particulier la liberté d'expression sont la base de la démocratie.

Dans le domaine de la sécurité, malgré une conjoncture défavorable marquée notamment par les effets de la guerre civile en Libye et les nombreuses armes en circulation notre situation sécuritaire est parfaitement maîtrisée. Grâce à l'engagement personnel du Président de la République, à la pertinence de notre politique et à l'abnégation de nos forces de défense et de sécurité nos routes sont plus sûres et les

nuits de nos citoyens plus tranquilles. Dans le domaine de la lutte contre la corruption nous avons mis en place une commission spéciale qui a entamé un bon travail. Nous avons institué une ligne verte que des citoyens ont commencé à utiliser et dont on verra les résultats sous peu. Nous

avons fait rembourser des sommes importantes volées dans les caisses de l'Etat au moyen de fausses factures, lesquelles on se souvient, avaient connu leur printemps il n'y a pas très longtemps. Des commerçants véreux et des cadres soupçonnés de corruption sont en prison. Les poursuites contre tous les délinquants financiers se poursuivront et s'accéléreront bientôt.

Sur le plan social, nous avons assumé la décision du gouvernement de transition d'augmenter le salaire des fonctionnaires, pour certains de près de 30% en vérité. Nous sommes en discussion avec les centrales syndicales pour un accord global qui s'étendra sur plusieurs années.

Nous avons recruté 450 médecins et venons d'affecter un médecin au moins dans chaque chef-lieu de commune. Cela est une véritable révolution ! Nous avons recruté plus de 1100 infirmiers et sages-femmes, dont nous avons substantiellement amélioré les salaires, à l'instar de ceux des médecins.

Nous avons recruté plus de 3500 enseignants. Nous savons que cela reste insuffisant et c'est pourquoi nous comptons faire encore plus, à l'avenir.

S'agissant de la situation alimentaire notre gouvernement n'a eu aucun complexe



à tirer, très tôt, la sonnette d'alarme pour faire part des déficits en perspective permettant ainsi à nos partenaires d'agir suffisamment à temps. Cela lui vaut aujourd'hui les louanges unanimes des ONG comme des organismes internationaux. Nous sommes loin de l'époque où l'arrogance de certains les avait amenés à déclarer la guerre aux journalistes et aux organisations humanitaires qui parlaient de ce sujet. Nous sommes loin également de l'époque où on maquillait les résultats des récoltes avec des chiffres falsifiés pour donner de soi une image flatteuse. Cette année l'assistance alimentaire aux populations sera, incha Allah précoce et conséquente. Mais pour autant, nous ne sommes pas restés à attendre benoîtement l'aide internationale. Nous avons au contraire mis en place un programme d'urgence de 100 milliards de francs qui se basera principalement sur l'irrigation.

Sur le plan économique, la grande priorité du Président de la République est, comme vous le savez, la transformation radicale de notre agriculture. Grâce à l'initiative 3N notre pays cessera d'être le théâtre des désolations causées par ces famines récurrentes que nous connaissons pour devenir, plaise à Dieu, auto-suffisant. D'ores et déjà de nombreux partenaires y ont exprimé leur intérêt et des investissements importants seront consentis tant dans l'agriculture que dans l'élevage ou la restauration de l'environnement.

Notre deuxième priorité économique vous le savez bien, c'est le développement des grandes infrastructures, principalement dans les domaines de l'énergie et des transports. L'engagement pour faire aboutir les projets de barrage de kandadji et de charbon de Salka Damna sont la preuve de notre détermination à changer les choses dans le domaine énergétique. En ce qui concerne le transport, l'idée\* constamment défendue par le Président de la République de faire sortir notre pays de son enclavement-au moyen du chemin de fer commence à prendre forme à travers un faisceau d'initiatives sous-régionales et internationales. Nous faisons le pari de ce grand rêve qui changera tout pour l'économie de notre pays.

Chers camarades, chers amis, Comme vous le voyez bien, notre gouvernance a amorcé des changements importants dont l'impact se fera sentir à mesure que le temps passera. Mais nos amis de l'opposition qui se sont retrouvés ici même, il ya de cela quelques semaines au cours d'un Meeting, dont ils gardent un souvenir tout sauf impérissable ont cru pouvoir nous moquer, moquer notre action et nos ambitions. Ils ont dit que nous ne sommes pas des démocrates, mais que les démocrates, c'est eux, que nos institutions sont illégitimes, alors qu'eux avaient régné sur des institutions crédibles. Ils ont dit que nous sommes des amateurs', alors

qu'ils furent des experts. Ils ont dit que nous échouerons fatalement, que nous avons déjà échoué quand eux furent des démiurges qui avaient déjà réglé tous les problèmes du Niger. Vous savez chers camarades, c'est un plaisir de voir ces gens-là venir à la place de la Concertation pour jouir de leurs droits de citoyens de critiquer ceux qui sont au pouvoir. C'est la preuve que nous avons totalement rétabli la démocratie, celle-là même qu'ils avaient voulu abolir quand ils nous avaient dit que leur champion a tellement fait pour le Niger qu'il n'avait plus besoin d'être élu pour gouverner et qu'il fallait qu'il gouvernât pour l'éternité. Que peuvent valoir les moqueries des gens qui ont marché dans le sens inverse du temps et qui avaient fait de notre belle expérience démocratique de la Semé République le vulgaire Gondwana de leur refondation ? Au juste, que sont-ils devenus nos fameux refondateurs ? Où est-il passé leur peuple dont ils s'étaient tant prévalu de la volonté ? Maintenant nous savons ce qu'il y avait derrière le Référendum. De l'argent, à gogo qu'on se partageait au nom du peuple. Ces gens-là sont en effet mal placés pour nous faire la leçon. Ils sont loin d'avoir été des experts, sauf en certaines matières. Oui, ils furent des experts dans les fausses factures. C'est pourquoi vous les entendez souvent dire que le pays est bloqué, qu'il n'y a plus d'argent qui circule. Ils ont raison. Cet argent dont ils parlent, cet argent qui ne circulerait plus, c'est l'argent des fausses factures qu'ont distribué généreusement à travers des rouages qui avaient fini par être parfaitement huilés. Cet argent, c'étaient les milliards de francs qui étaient pris sous forme de pots-de-vin à travers le trafic des permis miniers et qui étaient distribués avec prodigalité dans certains circuits. Dans ces matières, ils furent donc experts. Mais en matière de gestion, ils ne le furent point et pour cause !

Camarades, merci d'être venus nombreux pour prendre part à cette première manifestation de la MRN. Merci pour le soutien que vous nous témoignez ainsi. Notre gouvernement a besoin de ce soutien. Notre gouvernement a besoin de ce soutien. Il a tout autant besoin de vos critiques constructives qui l'aideront à améliorer ses performances. Nous vous invitons par ailleurs à cultiver la cohésion en votre sein et à raffermir les relations entre nos partis à la base. C'est la condition de notre succès. En ce qui nous concerne, nous autres, vos dirigeants nous travaillerons toujours dans le sens de la réalisation de vos aspirations et nous nous efforcerons à être dignes de la confiance que vous nous faites. Nous soutiendrons de toutes nos forces les efforts du Président de la République à réaliser le rêve qui vous anime tous, qui est celui d'un Niger stable et prospère.

Vive la MRN

Vive le Niger

## La force du tandem

# Une vision stratégique commune pour l'avenir du pays

Extraire le Niger, et le plus rapidement que possible, du lot des nations considérées comme les plus misérables de la terre, telle est l'ambition commune nourrie par le Président de la République du Niger et le Président de l'Assemblée Nationale.

Le premier, placé à la magistrature suprême par Dieu et le peuple nigérien, préside aux destinées des nigériens pour achever la victoire de la démocratie sur les nostalgiques du pouvoir d'exception et le despotisme après, le feuilleton fiasco de la refondation.

Le second préside quant à lui l'Assemblée nationale, la représentante légitime du peuple, qui a pour devoir constitutionnel de légiférer et, de contrôler l'action gouvernementale en relevant les insuffisances susceptibles d'entraver la réalisation des légitimes attentes du peuple nigérien.

La présentation des vœux pour l'année 2012, a été l'occasion à ces responsables politiques de mettre en relief leur vision commune de l'avenir du Niger, et surtout réaffirmer leur détermination d'œuvrer ensemble pour accomplir leurs promesses électorales. Voilà pourquoi, dans leurs discours des thématiques comme la problématique institutionnelle, la justice, l'équité, le développement et la bonne gouvernance occupent une place de choix. Notre conscience souffre d'entendre le Niger chaque année, classé parmi les pays les plus pauvres du monde, alors que les atouts pour l'en sortir sont nombreux reconnaitront-ils unanimement. C'est pourquoi, l'année 2012 sera pour le pouvoir en place, une année de tous les défis. Car notre peuple attend avec une impatience chaque jour un peu plus mal contenue, les fruits des changements qui lui ont été promis.

Cela est possible, reconnaît le président de l'Assemblée nationale tout en demandant pour autant, au président de la République d'être vigilant. Car, affirme-t-il, c'est du président de la République seul, que dépendra le maintien en ligne de notre démocratie restaurée. Et, au président de l'Assemblée nationale d'ajouter à l'endroit du président de la République, comme pour rassurer les nigériens après ce que le pays vécut, que : « Vous connaissant et connaissant parfaitement le rigorisme moral qui vous caractérise ; votre fierté constante à rester irréprochable ; votre sens élevé de l'éthique politique ; votre



respect obsessionnel de la parole donnée, je sais que notre pays, sous votre ou vos mandats, ne connaîtra pas de telles pratiques si dévalorisantes pour la démocratie africaine, et surtout si nocives, pour la gouvernance économique. Vous savez la dureté du combat mené par les forces démocratiques pour parvenir à ce résultat. »

« Vous étiez au cœur de ce combat, rappelle-t-il, vous en étiez l'une des figures emblématiques, la sentinelle permanente que le terrorisme impitoyable du pouvoir illégitime d'alors, avait tenté, par tous les moyens, de pousser aussi à l'exil. Vous n'avez pas cédé, et sur le terrain, vous avez animé avec un courage exemplaire, une foi inflexible, ce combat pour la reconquête de la dignité politique du Niger ». Ce socle de valeurs communes, ces ambitions, ces visions stratégiques communes de l'avenir de notre pays doivent, plus que jamais, conforter et consolider la conviction des nigériens, que la renaissance est désormais en marche. C'est donc, armés de cet espoir et de cette conviction, que nous débutons l'année 2012. Une année qui verra le Niger commencer à se transformer en un vaste chantier. Toutes choses qui permettront au régime d'investir abondamment au profit de la réorganisation du travail en zone rurale ; de changer les habitudes culturelles ; de repenser la redistribution foncière et donc l'allocation des terres ; de réformer le système de production agricole et pastorale ; de développer l'irrigation et, réinventer le système de commercialisation, en même

temps que les moyens de communication et d'accès des produits aux marchés les plus solvables et, les plus rentables de la sous-région. A cela s'ajoute, cette conviction des deux hommes relativement à l'exploitation du pétrole, que l'équité sociale voudrait bien qu'une bonne partie de l'argent du pétrole permette d'investir au profit de nos compatriotes de la zone rurale. Pour atteindre ces objectifs, l'année 2012, a besoin d'un climat politique et social apaisé afin, de permettre au gouvernement de concrétiser ses ambitions pour le Niger. Cela est possible, affirme le président de l'Assemblée. Il suffira juste de s'affranchir, des pressions et orientations de la rue sciemment provoquées, pour distraire les pouvoirs publics, par un dialogue ouvert. La sérénité politique est avant tout indispensable, au réveil des initiatives, au profit de l'action économique, ainsi qu'à un réel décollage du pays.

Rassuré du soutien et de l'amitié de celui qu'il reconnut comme « camarade de lutte, à chaque fois que la démocratie a été menacée dans notre pays, » ou encore comme « homme d'Etat à la tête du parlement » au grand bonheur de tous, le président de la République conclut que, sa conviction commune avec le président de l'Assemblée, est que « seules des institutions démocratiques stables et fortes, peuvent permettre de surmonter non seulement les accidents du suffrage universel, quand il porte par exemple des incapables au pouvoir, mais aussi, pallier toutes les faiblesses et autres infirmités inhérentes à la

nature humaine. » Quoi qu'il en soit, et quoi que diront les mauvaises langues, relativement à ces reconnaissances mutuelles et surtout cette vision commune de l'avenir du pays, l'année 2011, est désormais derrière nous. Elle a eu ses joies et ses peines, mais globalement elle a fait renaître l'espoir chez nos concitoyens. Espoir que la vie sera davantage moins chère, que nul n'est au dessus de la loi, et que la transparence et la bonne gouvernance seront désormais au quotidien dans la gestion des affaires publiques.

Na-awa O.M

## L'Eveil Plus

Bimensuel Nigérien de Réflexion et  
d'Informations Générales  
B.P 383 Tel : 88 83 90  
Niamey - Niger

### Directeur de Publication Gourouza Aboubacar

Tél : 96.88.83.90

### Comité de Rédaction

Gourouza Aboubacar  
Souleymane Salha

### Service Commercial

Yacoubou Ibrahima  
97 86 28 47

Composition  
L'Eveil Plus

Impression  
Imprimerie de l'Union  
1000 Exemplaires

# Des grandes ambitions pour la Direction Générale Impôts (DGI) après un service accompli magistralement

**Nous avons fait des réalisations de plus de 115%. Ce qui est un réel motif de satisfaction. Pour cela nous entrons très fièrement dans l'année 2012, avec l'ambition de mobiliser encore beaucoup plus de ressources**

**Eveil plus : Comment se porte en ce début d'année 2012, la Direction Générale des Impôts ?**

**DGI :** Merci bien ! Je peux dire qu'en ce début de l'année 2012, la DGI se porte très bien. Elle se porte bien d'autant plus que, nous entamons ce nouvel an avec une très grande satisfaction, qui découle du fait que nous avons atteint et, dépassé les objectifs qui nous étaient assignés pour l'année 2011.

Nous avons fait des réalisations de plus de 115%. Ce qui est un réel motif de satisfaction. Pour cela nous entrons très fièrement dans l'année 2012, avec l'ambition de mobiliser encore beaucoup plus de ressources.

**Eveil plus : Quelles sont les missions assignées à votre direction ?**

**DGI :** La principale mission de notre direction réside dans le recouvrement des impôts et, taxes pour financer les dépenses d'intérêt général. Vous savez, c'est à nous qu'il revient de mettre en œuvre la politique fiscale du gouvernement, à travers le ministère des finances, qui est notre ministère de tutelle. Nous initions des textes de lois et règlements relatifs aux impôts, ensuite nous mettons en œuvre tout pour mobiliser les ressources afin, de faire face aux dépenses de l'Etat.

Comme tout le monde le sait, nous sommes le principal artisan du recouvrement des impôts. Rien que pour l'année 2012, il nous est assigné environ 65% des recettes internes, ce qui fait que nous avons une mission très lourde et, nous ferons tout pour l'accomplir.

**Eveil plus : Quelles sont vos stratégies en matière de recouvrement ?**

**DGI :** il faudra tout de suite préciser que nous faisons ce recouvrement au nom du peuple. Pour cela, nous nous réunissons d'abord les outils, c'est à dire les lois et règlements qui constituent notre cadre juridique. A ce dispositif législatif et réglementaire, s'ajoutent bien sur, d'autres mesures administra-

tives (des aménagements internes qui nous permettent de nous organiser et faire face à certaines réalités pour recouvrer les impôts et taxes).

Et pour ce faire, nous demandons au ministère des finances, les moyens nécessaires (humain, matériel et financier), pour nous permettre de respecter nous même les échéances fixées.

Cependant, il y a lieu de préciser que nous sommes dans un système déclaratif, signifiant que les contribuables déposent leurs déclarations que, nous acceptons. Seulement, le corolaire du système déclaratif est que, l'administration se réserve le droit de contrôler à posteriori. C'est comme cela, que nous procédons à des vérifications et des redressements en cas d'insuffisance d'impositions.

**Eveil plus : Vous disposez des moyens nécessaires pour accomplir votre mission ?**

**DGI :** On ne peut pas dire qu'en ce qui concerne les ressources humaines, que nous en avons suffisamment. Car, il est bien vrai que nous travaillons en sous effectif. Nous n'avons pas tous les moyens humains qu'il nous faut, mais nous avons lancé des requêtes qui d'ailleurs, sont en voie de satisfaction. Pareil pour les moyens matériels et financiers. Et, Dieu merci, vraiment notre hiérarchie nous prête une oreille attentive. Le gouvernement est bien conscient de notre rôle en témoigne l'adage qui dit que : « il faut un peu d'eau dans le ventre pour faire sortir l'eau du puits ». En effet, à chaque fois que nous manifestons le besoin, autant que peut se faire, nos supérieurs essaient de les satisfaire.

**Eveil plus : Vous rencontrez des difficultés dans l'exercice de votre métier ?**

**DGI :** Percevoir les impôts est toujours très difficile. D'abord, les contribuables ne comprennent pas toujours la législation fiscale. Ce qui fait que, leurs déclarations comportent le plus souvent, des



erreurs et des insuffisances. Et, à chaque fois que nous intervenons pour redresser ou réajuster, effectivement les contribuables ont le sentiment qu'il y a trop de pression sur eux. Il n'en est rien de cela, puisque nous leur laissons toute la latitude de déclarer ce qu'ils veulent. Mais, la confiance n'excluant pas le contrôle, chaque fois que nous contrôlons, nous constatons que c'est insuffisant ou mal fait, de sorte que nous redressons. Ce qui donne l'impression d'une pression fiscale forte.

Il n'en est rien de cela, puisque dans les huit Etats membres de l'UEMOA, en dehors de la Guinée Bissau, le Niger a le plus faible taux fiscal.

Ce n'est donc, qu'une impression qui est loin de la réalité. Et, cela nous gêne dans notre mission. A cela s'ajoute, le fait que le civisme fiscal n'est pas une réalité dans notre pays où, le secteur informel occupe une place importante. De ce fait, venir payer spontanément ses impôts n'est pas entré dans les mœurs des nos populations. C'est pourquoi, il nous arrive très souvent de procéder au recouvrement forcé. Or, ce n'est pas de gaité de cœur que nous le faisons. Voilà donc, les quelques difficultés que nous rencontrons, alors que si tout le monde en était conscient que, c'est avec ces impôts qu'on fait les investissements qui

créent la richesse, notre pays pourrait avancer sans qu'on ait besoin de tendre la main ailleurs. Mais voyez vous, il y a encore des gens qui construisent des gros immeubles et qui roulent dans des voitures luxueuses, pour lesquels, payer l'impôt constitue un véritable problème.

**Eveil plus : Vous avez un appel à lancer ?**

**DGI :** L'appel que j'ai à lancer, consiste juste à dire à tous les citoyens, qu'étant à leur disposition nous ne souhaitons qu'à bien les servir et, pour cela nous ne demandons que leur compréhension. Nous avons des services de relation publique, des services d'informations et de sensibilisation. Et, après la phase des calendriers et dépliants, nous allons procéder bientôt aux sketches pour sensibiliser les populations. Car, plus les contribuables comprennent bien nos procédures, mieux ils payeront facilement leurs impôts. Tout ce que nous demandons, est qu'ils viennent vers nous et surtout, qu'ils respectent les délais que nous fixons pour le paiement de tel ou tel impôt ou telle ou telle lettre, que nous leur envoyons. Passé ce délai, c'est toujours des amendes que, ces contribuables peuvent éviter juste en respectant les délais.

*Interview réalisée par Gourouza Aboubacar*

Nouveau contexte, nouvelle vision pour un pays producteur de pétrole

## Une société stratégique dirigée par un homme d'expérience

L'espoir des nigériens de profiter véritablement de leurs ressources minières, passe inévitablement par la viabilisation d'un certain nombre de structures au premier rang desquelles se trouve la SONIDEP.

Créée en janvier 1977, la SONIDEP est une société d'Etat qui a pour missions essentielles : l'achat, le stockage et la revente des produits pétroliers ainsi que leurs dérivés ; la constitution de stocks de sécurité pour le pays et le développement de toutes autres activités liées à son objet.

Et, pour ce faire la SONIDEP s'est donnée comme objectifs, de rentabiliser ses activités en améliorant continuellement ses performances, en modernisant ses installations à travers le développement de ses capacités de stockage mais aussi et surtout, en assurant la fluidité, la rapidité et l'efficacité de son système d'information.

Pour accomplir sa mission et atteindre ses objectifs, elle s'est



Idi Ango Ousmane D.G SONIDEP

dotée d'un plan stratégique et d'un business plan. Avec l'opérationnalité de la raffinerie de Zinder, il n'y a point de doute que la maîtrise du coût d'achat ne sera plus liée aux fluctuations des devises et au prix du baril sur le marché international. Toutes choses qui permettront à coup sûr à la société, d'asseoir la sécurité dans l'approvisionnement et le développement du flux de transport.

Ainsi, selon son Directeur Général monsieur Idi Ango Ousmane

(diplômé de l'ENAM de Niamey et du CESAG de Dakar), la société répondra à toutes les attentes des citoyens dans ce nouveau contexte, où le Niger fait désormais partie de la liste des pays producteurs de pétrole.

Cela est bel et bien possible avec un homme qui a fait ses preuves déjà à la Société Nigérienne de Cimenterie (SNC). Pour rappel, du poste de Directeur Financier et Comptable puis, Directeur Administratif et Financier en 2006, et Directeur Général adjoint en 2007, il finira par occuper le poste de Directeur Général de la SNC en 2008 pour redresser cette société en proie à des difficultés. Un poste qu'il va d'ailleurs, délibérément quitter après avoir donné vie à la SNC.

Aujourd'hui, comme hier à la SNC et à GOVEX Uranium Niger où en 2009, il occupait le poste de Contrôleur de gestion, le sieur Idi Ango Ousmane demeure convaincu que la prospérité de toute entreprise ne peut se faire (comme il l'a déjà

expérimenté à la Société Nigérienne de Cimenterie), qu'à travers l'implication des principaux acteurs à savoir, le personnel, les collaborateurs et les clients mais surtout, en travaillant sur la base des procédures. C'est au regard de toutes ces ambitions et de ces nouvelles opportunités, que le Directeur Général de cette société, (titulaire d'un DESS en Audit et Contrôle de Gestion, du Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion "CESAG" de Dakar se dit, plus favorable à une extension des missions de la SONIDEP en lieu et place de la création d'une nouvelle société du pétrole. Avec ses cinq (5) années d'expérience dans le domaine d'audit, quatre (4) ans de DAF, deux (2) ans de DGA et DG et deux (2) autres années dans le contrôle de gestion, le président de la République a sans doute vu juste, en faisant appel à ce concitoyen jeune d'âge mais expérimenté, pour diriger la Sonidep dans ce tournant décisif du pays.

Gourouza A.

La CGT-Niger soutient la candidature de Ibrahim Assane Mayaki. Faites-en autant.

## Biographie de Ibrahim Assane Mayaki

Ibrahim Assane Mayaki de la République du Niger est, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009, Secrétaire Exécutif de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (APCN), autrefois connue sous le nom de Secrétariat du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et opérant comme Bureau de l'Union Africaine basé à Midrand, Afrique du Sud. Ibrahim Assane Mayaki, né en 1951, est titulaire d'un Master en Management de l'Ecole Nationale d'Administration Publique (ENAP) du Québec, Canada, et d'un Doctorat en Sciences administratives de l'Université de Paris 1, France.

Il a exercé comme Professeur d'administration publique et de Management au Niger et au Venezuela où il a travaillé de 1978 à 1982 puis de 1985 à 1987.

De 1996 à 1997, il a été nommé Ministre de l'intégration Africaine et de la Coopération, puis Ministre des Affaires Etrangères de la République du Niger.

En novembre 1997, il a été nommé Premier Ministre, une fonction qu'il a occupée jusqu'en janvier 2000. En août 2000, il crée le Centre d'analyse des politiques publiques.

C'est sous l'impulsion de M. Ibrahim Assane Mayaki, quand il était Premier Ministre, que le dialogue social a connu une avancée significative au Niger avec notamment la création de plusieurs comités techniques sectoriels et interministériels chargés de négociation avec les partenaires sociaux ; l'organisation en 1998, en collaboration avec la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL), d'un forum national sur

le dialogue social et la mise en place de consultations et des mesures devant aboutir en 2000, à la création, en Afrique, de la première Commission nationale de dialogue social (CNDS).

De 2000 à 2004, Ibrahim Assane Mayaki est Professeur invité à l'Université de Paris XI où il dispense des cours sur les relations et les organisations internationales ; il dirige également des recherches au Centre de recherche sur l'Europe et le Monde contemporain au sein de cette même Université.

En 2004, il est nommé Directeur exécutif de la Plateforme d'appui au développement rural en Afrique de l'ouest et du centre, le *Hub Rural*, basé à Dakar, Sénégal, d'où il a été recruté pour occuper le poste de Secrétaire Exécutif du Secrétariat du NEPAD.

Ibrahim Assane Mayaki qui a travaillé dans l'enseignement supérieur et la recherche, dans l'administration publique a également travaillé pendant dix (10) ans dans le secteur privé, au sein notamment de la Société des Mines de l'Air du Niger (SOMAIR), filiale nigérienne du Groupe AREVA.

Il a exercé ses compétences professionnelles aussi bien en Afrique, en Europe qu'en Amérique Latine.

Ibrahim Assane Mayaki est auteur de l'ouvrage intitulé : « Quand la caravane passe... », relatant sa carrière politique.

Ibrahim Assane Mayaki, outre les principales langues nationales du Niger, parle couramment le français, l'anglais et l'espagnol. Il est titulaire de plusieurs décorations nationales et étrangères.

Cabale contre Mainassara et Rhissa

# Pour quels desseins ?

**Amadou Oumarou Mainassara opérateur économique et DG des Ets AOM et Rhissa Rimbo opérateur économique et Directeur Général du Groupe Rimbo Transport Voyageurs (RTV) sont, depuis plusieurs semaines maintenant, la cible de certaines personnes mal intentionnées qui sortent de leurs manteaux mafieux des documents qu'ils croient compromettants. Ces documents sont relatifs à des marchés octroyés aux deux commerçants cités plus haut. Mais dans les papiers brandis comme des trophées. On ne décèle nulle part des preuves de l'illégalité desdits marchés. On sent de loin désir ardent de nuire à l'honorabilité de ces citoyens. Pourquoi une telle cabale contre d'honnêtes citoyens qui ont fait leurs preuves en contribuant de manière substantielle au développement durable de leur pays**

## Rimbo, l'innovateur

Le visage du secteur des transports a beaucoup changé dans le bon sens avec l'arrivée du groupe Rimbo. L'immensité du territoire, sa continentalité et l'état des routes héritées de la colonisation n'ont pas permis très tôt la naissance et le développement d'importantes sociétés de transport voyageurs. La modernisation du secteur va intervenir en 2003 avec l'entrée en scène de la société RIMBO TRANSPORT VOYAGEUR. En créant cette société, l'opérateur économique Rhissa avait comme vision de favoriser davantage le brassage des peuples en facilitant la circulation des personnes et des biens. La société Rimbo a pour vocation la desserte des lignes régulières interurbaines. A sa création, elle ne disposait que de trois bus. Aujourd'hui, après 8 ans d'existence, la société compte plus d'une soixantaine de bus flambrants neufs dont. Avec un effectif de 36 agents au départ, la société a pu créer 536 emplois directs et indirects. Grâce à la compétence et au sérieux de son personnel, la société s'est dotée des moyens de travail hautement performants. Quant au parc, il a connu une évo-

lution extraordinaire. La priorité du groupe Rimbo a été de donner une image nouvelle au transport interurbain, une image moderne. Il s'est donné les capacités de pouvoir jouer un rôle de leader national et international. Son ambition est aujourd'hui d'aller plus loin en s'appuyant sur la volonté manifeste des autorités de la 7<sup>ème</sup> République d'améliorer le secteur en créant d'énormes opportunités. Justement, c'est conformément à sa politique de promotion du secteur privé, que l'Etat a permis au groupe de bénéficier des avantages liés au code des investissements avec des dispositions spéciales afin d'acquérir des bus flambrants neufs et lui permettre de développer plus ses performances pour le plus grand bonheur des voyageurs.. Dans cette optique, Rimbo Transporteur Voyageurs vient de mettre en circulation 16 bus climatisés flambrants neufs en vue de renforcer ses capacités et satisfaire la demande d'une clientèle de plus en plus exigeante. Ce n'est pas plus que cela pour Rhissa qui a préféré abandonner

## Mainassara, le constructeur

A l'instar de Rhissa Rimbo, Amadou Oumarou Mainassara a lui aussi déposé l'écharpe de député pour se conformer aux dispositions de la constitution afin de se consacrer à ses affaires. En quittant l'Assemblée Nationale, parce qu'il ne se reproche rien, c'est donc en toute logique et en toute légalité qu'il peut prétendre postuler à des marchés publics. Spécialiste des constructions de grandes infrastructures, son entreprise possède du matériel performant de pointe et de grande capacité. Le plus souvent AOM n'attend pas d'avoir de gros moyens financiers pour commencer à travailler. A l'exemple du

Port sec de Dosso au'il a clôturé à hauteur de 85% malgré le faible fonds de démarrage mis à sa disposition. C'est cet homme imbu d'une forte personnalité, honnête et sérieux que des opérateurs économiques sans foi ni loi attaquent quotidiennement et tentent de ternir l'image. Mais c'est peine perdue et ils feraient mieux d'aller voir ailleurs ! Evidemment, le désir ardent de nuire à l'honorabilité de ces citoyens est plus fort chez ces hommes sentant leur empire s'écrouler et qui ne veulent pas couler seuls. Mais ils couleront quoi qu'ils fassent et répondront bientôt de leurs actes devant les tribunaux.

### Le groupe électrogène retourne au bercail

Le Ministre de la Santé Publique, Monsieur Soumana Sanda Il vous souviendra que lors d'une visite à l'Hôpital national de Niamey du accompagné des membres d'une ONG italienne, il a été constaté la disparition d'un groupe électrogène de 240 KVA. Ce groupe électrogène d'une valeur de plus de 21 millions de francs CFA qui avait été offert par des italiens pour faire face à la canicule suite aux coupures intempestives de la Nigérienne d'Electricité a été purement et simplement vendu aux enchères, tenez-vous bien, à 150 000 f puis bradé à un commerçant à 1.500 000 f. Ce dernier l'aurait vendu à un hôtel de la place à 9 millions de francs CFA. Après investigations, ledit groupe a été retrouvé à l'Hôtel Ténéré qui l'avait acheté en novembre 2011 neuf millions de francs CFA. Le Directeur général de cet établissement, M. Alain El Bachir Salifou, par ailleurs Conseiller technique à la Présidence a été entendu par la Police judiciaire puis relaxé. Depuis donc 72 heures maintenant, le groupe électrogène a été ramené à l'Hôpital d'où, il ne devait jamais sortir. Les responsables de l'hôtel en question, ont-ils respecté toutes les procédures ?

# CONCOURS NATIONAL DE NOUVELLE LITTÉRAIRE

## Règlement

**Article 1 :** L'Association Wagadou lance un concours national de nouvelle littéraire.

**Article 2 :** Le thème du concours est **LIBRE**.

**Article 3 :** Il est lancé du 1 janvier au 30 mars 2012.

**Article 4 :** Peuvent participer à ce concours, les nigériens ou nigériennes âgés (ées) de 18 à 33 ans au plus.

**Article 5 :** Les nouvelles inédites doivent être dactylographiées et ne doivent pas dépasser 8 pages, avec corps 14.

Les nouvelles doivent être précédées d'une page de garde comprenant :

- Le titre de la nouvelle,

- Les noms et prénom de l'auteur, ses dates et lieux de naissance, sa nationalité et ses contacts téléphoniques.

**Article 6 :** Les nouvelles sont envoyées au plus tard le 30 mars 2012 au CCOG, CCFN Jean-Rouch de Niamey et Zinder et au niveau des directions régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Culture.

**Article 7 :** Prière de mentionner sur l'enveloppe : concours national de nouvelle littéraire organisé par l'association Wagadou Culture. Les décisions du Jury sont sans appel.

**Bonne chance !**

**Wagadou Culture (Arrêtée n°MI/SP/D/DGAPPJ/DLD du 8 janvier 2009**

**Contacts : 00227 94 31 23 46 / 00227 90 28 79 60**

**S/C Centre culturel franco-nigérien Jean Rouch BP 11.413 Niamey**

**Niger Recommandations sur la nouvelle.**

**En encadré**

**La nouvelle littéraire en 8 points essentiels**

1. La nouvelle littéraire est un récit. C'est donc un texte narratif, une

histoire que l'on raconte.

2. Elle est fictive. C'est une **oeuvre d'imagination**, et non la narration fidèle d'un événement comme pourrait l'être un reportage. Lorsque les nouvellistes s'inspirent d'un fait réel, ils ou elles reconstruisent toujours l'histoire à leur manière; elle devient fiction.

3. Elle est littéraire. Les nouvellistes ne racontent pas leur histoire comme les journalistes racontent un événement. Dans la nouvelle, on emploie des **figures de style**, on choisit une formule narrative, on exploite les **ressources de la langue** pour créer des effets, captiver le lecteur, susciter en lui des émotions et des réflexions.

4. La nouvelle littéraire est **brève**. Tout est saisi dans un temps limité. L'univers présenté est extrêmement ramassé. La nouvelle se fonde sur la **concision : peu de personnages, peu d'événements, peu de lieux**. Tout doit être concentré, réduit.

5. La nouvelle se concentre sur **une action unique**. Les nouvellistes ne cherchent pas à multiplier les intrigues ou les péripéties, au contraire.

6. Entre le début et la fin de la nouvelle, **une transformation psychologique** s'est opérée chez le personnage principal.

7. La concentration de l'action impose un nombre très limité de personnages. Souvent, **la nouvelle en présente un seul**. La **description physique et psychologique** de ce personnage est **réduite au minimum**. Le personnage devient alors un type humain très précis. La psychologie du personnage sera, quant à elle, révélée par son comportement. Les autres personnages, ceux qui gravitent parfois autour du héros, sont traités de façon encore plus schématique.

8. Les lieux dépeints dans la nouvelle sont en général peu nombreux et esquissés seulement. Ils ont cependant une grande importance. Chaque élément devient significatif. En résumé, la nouvelle présente un univers concentré, qui se caractérise par une grande unité.

## Arts et Culture au Niger

# Quelles perspectives en 2012 ?

Depuis l'avènement de l'ère démocratique au Niger, plusieurs secteurs socio-économiques ont tant bien que mal évolué. Ce progrès s'est senti, ou se sent de part l'importance que le Politique au dit secteur. Selon qu'il a la cote au yeux du politique ou nom. En terme clair, le Ministère en charge de la Culture n'a pas été autant déprécié que pendant cette ère démocratique. Comme si c'est en démocratie que l'Art n'a pas d'importance ou ne joue aucun rôle concret pour la vie socio économique du pays. Heureusement que ce secteur n'est pas autant maltraité dans d'autres pays. A titre d'exemple de la baisse de valeur du secteur culturel au Niger, notons qu'au temps du feu Général Seyni Kountché, une période d' "Exception" qui avait réellement fait l'exception parce qu'il octroyait, jusqu'à plus de 100 millions de FCFA, rien que pour l'appui aux artistes et associations artistiques et culturelles.

Cette manne, à partir des années qu'on dirait démocratiques, s'est au fil des ans réduite, comme peau de chagrin. Et depuis quelques années, ce bouché de pain stagne et s'affiche honteusement à 25 millions de FCFA. Pour mieux illustrer la situation, rappelons que plus de 100 millions étaient consacrés à la promotion de nos artistes et à leur bien être. C'était dans les années 80 où les artistes, toutes tendances confondues et de tous le Niger, dépasserait à peine la centaine.

Hier, en 2011 cette somme réduite à un lot de consolation, depuis quelques années a été partagée entre

plus d'un millier d'artistes de l'ensemble du pays.

Cet exemple n'est pas la seule illustration de la mauvaise considération faite à l'endroit de ce secteur. Un ministre en charge de ce portefeuille, se sent-il réellement à l'aise en compagnie de ses homologues ? Ne lui donneraient-ils pas l'impression qu'il est un "sous-ministre" ? Dans le milieu artistique, plusieurs anecdotes courent à ce propos.

Pourtant, même si au Niger, de façon arbitraire, nos politiques négligent ce secteur, d'autres pays non loin de nous, ont depuis longtemps compris, l'avantage qu'ils ont à saisir sur plusieurs plans, même économique. Et ils y mettent le prix. En retour, pour un de ces pays, la culture contribue à environ 14% du PIB. Sans compter les retombés indirects liés au tourisme, grâce à la visibilité que les artistes de ce pays lui donnent sur le plan international.

Bien évidemment, pour que 2012 soit l'année de l'enclenchement d'une véritable renaissance de la culture nigérienne, par la grâce d'Allah et la bonne volonté du premier régime de la 7ème République, du côté des acteurs culturels eux-mêmes, un changement de mentalité est plus que nécessaire. Les artistes nigériens doivent cesser de faire du ministère de tutelle, leur ennemi déclaré. Ceci n'est pas la mer à boire pour eux puisque l'actuel ministre par les décisions qu'il prend, jusqu'ici, laisse présager de changements positifs en faveur d'une culture nigérienne florissante pour les artistes et le Niger lui-même.

Seulement, aucune réelle améliora-

tion n'est possible sans changement de mentalité du côté des artistes aussi. Ce qui doit les amener à plus de responsabilité. A ce propos, notons que la responsabilité rime parfaitement avec le respect de l'institution qu'est le ministère et aussi avec les statuts et règlement qui régissent les structures associatives. Plusieurs d'entre elles, sinon la grande majorité vivant dans plusieurs formes d'illegalités vis-à-vis de la loi. Ce qui arrangent seulement les détenteurs de postes clés (pour certaines) qui ne peuvent qu'échouer dans l'atteinte des objectifs que ces associations se sont assignées. Au fil des ans ayant perdus de la crédibilité aux yeux de la majorité de leurs membres, les responsables d'associations rechignent à convoquer des réunions ou assemblées générales inévitablement fatales à leurs places.

Du coup, la chaîne de désagrément s'ensuit. Des "élus" qui ne pensent qu'à eux seuls et qui se font nommés ou "désignés" par des acolytes à des responsabilités encore plus élevées, au grand dam des autres auxquels ne filtrent aucune information. Pour cause, les cachets et les adresses postales et électroniques sont détenus par les présidents. Seuls mettre à bord ! Pour preuve, tout un chapelet d'associations culturelles créées depuis plus de 10 ans, n'entreprennent aucune activité, du moins, de leurs propres initiatives.

Tout cela se répercute bien aisément sur cette tentative louable de redynamisation avortée de la FNAAC. Une initiative malheureusement avortée qui laisse pourtant beaucoup de

zones d'ombres sur la question de la justification de la somme d'au moins un million de FCFA remis en main propre à un membre du comité de "redressement". Cette somme "donnée" par le ministère devrait servir à la préparation de la grande Assemblée Générale reformée la FNAAC. Sur la question de cet argent, c'est pratiquement la loi du silence qui règne entre les artistes. Même les plus révolutionnaires gardent silence. Sur ce point précis, la rigueur du ministère de tutelle doit primer sur toute manque de réaction qui pourrait prêter à une interprétation tendancieuse qui pourrait tendre à faire du ministère, le complice du "vol" de son propre argent. L'inconséquence de certaines structures artistiques qui "s'amuse" à retarder la réalisation des projets de leurs consœurs alors même que celles-ci ont payé, rubis sur ongle, pour des prestations bien précises. Là aussi, le ministère ne peut logiquement manquer de demander à ce que son argent soit justifié.

2012 doit impérativement être l'année de la renaissance de ce secteur. Donc, celui d'un changement radical de la part du politique comme de l'artiste. Ce changement doit inévitablement conduire chez les artistes à un "drainage", fait à partir d'une sorte d'autocritique qui doit immanquablement conduire à une remise en cause de biens de choses.

Ce n'est pas de grands gueules qu'a besoin ce secteur, mais d'individus qui pensent et œuvrent en faveur du groupe en particulier et du pays en général.

O. K. Koda



*Cher(e)s frères et sœur nigérien(ne)s,*

*Je ne puis vous décrire l'émotion qui m'étreint en vous envoyant de Douala (Cameroun) ces quelques mots de remerciements.*

*Nous sommes à quelques jours de notre départ pour le Gabon, où l'écho de votre mobilisation se fait déjà ressentir et restera à jamais gravé en nous. Elle nous fait obligation de nous conduire en digne porte drapeau du Niger.*

*C'est pour nous, nos encadreur et tout le peuple nigérien, un événement historique. Je suis heureux que la cause du MENA National, soit un facteur d'unité et de cohésion nationale : elle nous a permis à tous de taire nos divergences de tous ordres et d'être plus unis, plus solidaires, et plus fraternelles.*

*Oui, « ENSEMBLE, NOUS SOMMES PLUS FORT »*

*En écrivant ce courrier, tous, nous avons tenu à dire un grand merci, à vous, à notre président, chef de l'Etat, à tout son gouvernement, à l'assemblée nationale, à toutes nos institutions, à la diaspora, aux leaders d'opinions, aux anciens chefs d'Etat et à la FENIFOOT, notre grande famille.*

*Nous nous engageons, à nous surpasser pour répondre à vos attentes.*

*Cher(e)s frères et sœurs nigérien(ne)s ensemble nous sommes plus forts et nous allons nous battre pour nos couleurs et pour la victoire.*

*Fraternellement*

*Votre MENA National.*



Ministère de la jeunesse des sports et de la culture



Regie Pub